



MOBILISONS-NOUS POUR DEFENDRE NOS CONQUIS SOCIAUX TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 9 OCTOBRE

Contre le démantèlement de la Fonction Publique, une seule solution, la mobilisation !

Que l'on ne s'y trompe pas, les attaques contre la Fonction Publique et ses agent-es vont bien plus loin qu'une énième version de réduction de la dépense publique avec ses deux piliers : suppression de postes et baisse des rémunérations.

Le gouvernement veut procéder au démantèlement des « conquis sociaux ». Le rapport « Action Publique 2022 » traduit cet objectif par la remise en cause du statut et le recours au contrat, la disparition du paritarisme, le rétrécissement des instances, la paye au mérite, le nouveau management public, la mutualisation de services...

Les services publics et le statut de leurs agents assurent l'accès à la santé, à l'éducation etc.

L'objectif des 50 000 suppressions de postes publics sur le quinquennat est pourtant réaffirmé. 4500 sont annoncés cette année, 10 000 pour l'an prochain !

Le gouvernement, ne fait qu'organiser le dysfonctionnement des services publics pour justifier leurs privatisations via délégations de missions de service publics au secteur privé.

En 2019, le gouvernement entend imposer sa réforme des régimes de retraites et les remplacer par son prétendu régime « universel » par « point » qui aurait pour effet de casser les solidarités intergénérationnelles et d'abaisser le montant des retraites.

Dans l'éducation

1800 suppressions de postes, maintien du blocage de la valeur du point d'indice entraînant une baisse des salaires voilà les fondamentaux de la politique publique d'éducation alors que les postes déjà insuffisants entraînent des effectifs bien trop chargés de la maternelle à l'université.

La précarité et le recrutement de contractuel-le-s augmentent dans tous les établissements.

Dans le premier degré, la maternelle est menacée par un projet de fusion avec les élémentaires, un statut de supérieur hiérarchique pour les directrices et directeurs est dans les tuyaux ainsi qu'une « professionnalisation » de la formation initiale, avec un recrutement d'AED-enseignants (contractuels), corvéables et jetables à merci.... Les injonctions et prescriptions pédagogiques se multiplient contre le droit à liberté pédagogique de l'enseignant.

Dans le second degré, malgré 26 000 élèves en plus et de nombreuses classes à plus de 30 élèves le gouvernement veut fermer des postes. Il veut imposer une deuxième heure supplémentaire obligatoire. De récents rapports parlementaires mettent en avant la bivalence, demandent l'annualisation du temps de travail permettant le remplacement obligatoire des collègues absents.

Dans l'enseignement professionnel, le gouvernement abaisse le volume d'enseignement au détriment de l'enseignement général tout en dé-professionnalisant la formation en regroupant les spécialités en classe de seconde.

Au lycée, la réforme parcoursup affaiblit la valeur du baccalauréat. A la veille de la rentrée, près de 60 000 candidats à la poursuite d'étude étaient encore sans aucune proposition. 80 000 espéraient mieux et conservaient leurs vœux en attente.

Le 9 octobre, nous passerons un message au gouvernement :

nous ne laisserons pas démanteler les conquêtes sociales, le statut et le service public

Nous nous mobiliserons pour le maintien du code des pensions de retraite.

Il n'y a aucune fatalité. Le gouvernement Macron n'est pas fort du soutien de la population mais de nos renoncements. Une mobilisation massive des salariées et de la population peut imposer d'autres choix.

Alors le 9 octobre, créons les conditions de la riposte ! Contre la casse du modèle social

Toutes et tous en grève et dans la rue.

Intersyndicale Education 31 : FSU 31, SNUipp FSU 31, FNEC-FP FO 31, snudi FO31, CGT Educ'action 31, Sud Education 31, CNT 31